

ANNEXE A

LE PLAN « 63 / 70 »

Inventaire exhaustif : 63 leviers d'action pour 70 milliards d'euros d'économies brutes

Thierry Maignan — Méthode Budget Base Zéro (BBZ) — Sources dans l'Annexe B

Note de l'Auteur. Ce document technique aligne des milliards. Mais derrière chaque chiffre, il n'y a qu'un seul objectif : sauver le modèle de solidarité nationale qui a permis à des familles comme la mienne de s'en sortir. La rigueur présentée ici n'est pas une idéologie, c'est le prix de notre souveraineté. C'est l'effort indispensable pour garantir que nos enfants hériteront d'un capital, et non d'une dette qui les condamne.

Synthèse par Domaine

La réduction des dépenses de 70,0 Md€ est le fruit d'une granularité d'analyse poste par poste. L'effort n'est pas un rabot aveugle mais une refonte structurelle de l'action publique. Les 63 mesures sont réparties en 6 grands domaines stratégiques.

DOMAINE I

État et Administration

24,0 Md€

DOMAINE II

Souveraineté et
Immigration

11,0 Md€

DOMAINE III

Social et Retraites

12,0 Md€

DOMAINE IV

Écologie et Énergie

10,0 Md€

DOMAINE V

Économique et Financier

10,0 Md€

DOMAINE VI

Rationalisation Sectorielle

3,0 Md€

TOTAL — 63 MESURES — ÉCONOMIES BRUTES À MATURITÉ

70,0 Md€

Rappel méthodologique : Économies calculées à maturité (An 5–10) par rapport à la trajectoire tendancielle. Montée en charge : 20% An1 → 40% An2 → 60% An3 → 80% An4 → 100% An5.
Amélioration nette du solde après réinvestissements régaliens : **44 Md€**. Détail dans l'Annexe Budgétaire.

DOMAINE I — ÉTAT ET ADMINISTRATION

13 mesures · Simplification territoriale + Efficacité de la machine État

24,0 Md€

A. Simplification territoriale et décentralisation — 12,0 Md€

N°	Intitulé de la mesure	Montant
1	Fusion des départements et régions sur le modèle des Länder allemands — économies d'échelle de structure administrative	4,5 Md€
2	Non-remplacement d'un tiers des départs en retraite dans la Fonction Publique Territoriale (FPT) sur 10 ans — sans licenciement	4,0 Md€
3	Mutualisation obligatoire des fonctions supports entre intercommunalités et communes (RH, informatique, marchés publics)	1,5 Md€
4	Suppression des doublons de compétences entre Agences d'État et Collectivités — attribution de blocs de compétences exclusifs	1,0 Md€
5	Cession du patrimoine immobilier public sous-utilisé — coûts d'entretien évités + recettes versées au FSRA	1,0 Md€
Sous-total A — Simplification territoriale		12,0 Md€

B. Efficacité de la machine État — 12,0 Md€

N°	Intitulé de la mesure	Montant
6	Réduction de 40% des prestations de conseil intellectuel externalisées à des cabinets de conseil privés	2,5 Md€
7	Rationalisation des achats courants de l'État central via une Centrale d'Achat mutualisée nationale unique	1,8 Md€
8	Baisse forfaitaire de 50% des dépenses de communication des ministères et organismes divers d'administration centrale (ODAC)	0,8 Md€
9	Optimisation du parc automobile de l'État et des flottes publiques — réduction de 30% et électrification accélérée	1,2 Md€
10	Privatisation de l'audiovisuel public (France Télévisions, Radio France) — produit intégralement versé au FSRA. Conservation de France Médias Monde et Arte	3,0 Md€

N°	Intitulé de la mesure	Montant
11	Numérisation "End-to-End" des procédures administratives — baisse des coûts de guichet physique et des délais	1,5 Md€
12	Fermeture ou fusion des agences de l'État non essentielles — intégration sous tutelles ministérielles directes	0,7 Md€
13	Gel temporaire des surfaces immobilières louées par l'administration centrale dans les zones les plus coûteuses	0,5 Md€
Sous-total B — Efficacité de la machine État		12,0 Md€
TOTAL DOMAINE I		24,0 Md€

DOMAINE II — SOUVERAINETÉ ET IMMIGRATION

11,0 Md€

5 mesures · Maîtrise des flux migratoires + Conditionnalité des aides

N°	Intitulé de la mesure	Montant
14	Moratoire de 3 ans sur l'Aide Publique au Développement (APD), hors aide humanitaire d'urgence vitale — remplacement progressif par une Agence de Partenariats Stratégiques centrée sur les intérêts nationaux	8,0 Md€
15	Suppression de l'Aide Médicale d'État (AME) au profit d'une Aide Sanitaire d'Urgence (ASU) strictement limitée aux urgences vitales	0,8 Md€
16	Conditionnalité (carence de 5 ans de résidence ET de travail effectif) pour l'accès aux allocations non contributives pour les ressortissants étrangers non-UE	1,2 Md€
17	Réduction des coûts d'hébergement d'urgence via l'accélération massive et l'exécution effective des procédures OQTF	0,6 Md€
18	Suppression des aides au retour volontaire non ciblées ou dont l'efficacité n'est pas documentée	0,4 Md€
TOTAL DOMAINE II		11,0 Md€

N°	Intitulé de la mesure	Montant
19	Gel ciblé (sous-indexation : Inflation – 0,5%) des pensions supérieures à 3 000 €/mois pendant la phase de redressement (5 ans max.) — bouclier absolu pour toutes les retraites modestes et moyennes	3,5 Md€
20	Réforme structurelle des allocations familiales : solidarité pleine et entière sur les deux premiers enfants ; modulation progressive pour les suivants selon revenu du foyer	2,0 Md€
21	Mise sous conditions de ressources strictes de l'Allocation de Rentrée Scolaire (ARS) — suppression pour le décile supérieur de revenus	1,0 Md€
22	Clôture définitive des régimes spéciaux résiduels à la clause du grand-père — droits acquis 100% préservés pour tous les bénéficiaires actuels	1,5 Md€
23	Franchise médicale responsable de 200€/an — applicable uniquement aux revenus supérieurs à 2 SMIC, exonération totale pour les titulaires d'ALD et les personnes en situation de handicap	1,8 Md€
24	Réduction des prises en charge des transports sanitaires non urgents via un contrôle médical préalable systématique et renforcé	0,7 Md€
25	Harmonisation des indemnités journalières maladie (IJ) : alignement du délai de carence du secteur public (0 jour) sur le secteur privé (3 jours)	1,5 Md€
TOTAL DOMAINE III		12,0 Md€

N°	Intitulé de la mesure	Montant
26	Suppression du bonus écologique automobile — l'ADEME (2023) documente un effet d'aubaine à 80% : 4 bénéficiaires sur 5 auraient acheté le véhicule sans aide	1,5 Md€
27	Restructuration de MaPrimeRénov' : recentrage exclusif sur les rénovations globales (gain ≥ 2 classes DPE), suppression des "gestes uniques" à impact énergétique nul ou marginal	1,8 Md€
28	Suppression du Fonds Vert d'État pour les collectivités locales — transfert de compétences écologiques propres à chaque échelon, sans doublon avec les dotations existantes	2,0 Md€
29	Moratoire sur les nouvelles subventions à l'éolien offshore — coût de production supérieur à 200 €/MWh vs 60 €/MWh pour le nucléaire existant (source RTE 2023)	0,7 Md€
30	Fin des tarifs de rachat garantis pour les nouvelles installations photovoltaïques résidentielles de faible puissance — passage au prix de marché	1,0 Md€
31	Refonte du chèque énergie : recentrage sur l'extrême précarité (quintile inférieur uniquement), montant unitaire majoré en contrepartie	1,5 Md€
32	Réduction des subventions aux associations environnementales ne justifiant pas d'une utilité publique mesurable et d'un impact documenté	0,5 Md€
33	Fin des aides publiques à l'acquisition de vélos électriques — transfert au secteur privé via crédit vendeur et offres de leasing	0,5 Md€
34	Suppression des comités Théodule et instances consultatives redondants liés à la transition écologique — fusion sous France Stratégie	0,5 Md€
TOTAL DOMAINE IV		10,0 Md€

DOMAINE V — ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

4 mesures · Lutte contre la fraude par l'IA + Rationalisation des aides aux entreprises

10,0 Md€

N°	Intitulé de la mesure	Montant
35	Déploiement de l'IA croisée à Bercy (DGFIP + URSSAF) pour la détection ciblée de la fraude TVA, IS et cotisations sociales — ROI documenté : 1 € investi = 4 € récupérés (source : OCDE Tax Administration 2023)	2,0 Md€
36	Audit systématique et suppression des aides aux entreprises sans bénéfice net démontré — sur 110 Md€ d'aides totales, l'IGF (2023) estime 30–40 Md€ d'effets d'aubaine (objectif : récupérer 10% par l'audit)	3,0 Md€
37	Gel en valeur de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) pendant 5 ans — associé impérativement à la réforme des compétences territoriales pour maintenir les services aux citoyens	3,0 Md€
38	Rabot général de 5% sur les dépenses fiscales ("niches") — hors emploi à domicile, crédit impôt R&D, investissement productif et défiscalisation FSRA (Assurance-Vie Phénix)	2,0 Md€
TOTAL DOMAINE V		10,0 Md€

DOMAINE VI — LE « MICRO-BUDGET » :

RATIONALISATION SECTORIELLE

25 mesures · Traque méthodique du gaspillage structurel — discipline budgétaire de principe

3,0 Md€

Ces 25 mesures d'optimisation visent les frais de structure de la puissance publique et les rentes d'État. Individuellement modestes, leur addition constitue une discipline budgétaire de principe et un signal fort envoyé à l'ensemble de la sphère publique.

N°	Secteur — Intitulé de la mesure	Montant
39	Financement syndical : Suppression des subventions publiques directes aux partenaires sociaux (maintien des heures de délégation légales)	0,15 Md€
40	Licences IT : Rationalisation des abonnements logiciels de l'État vers un Cloud souverain mutualisé (économies de volume)	0,10 Md€
41	Diplomatie : Regroupement des locaux d'ambassades et consulats avec nos partenaires européens — mutualisation des surfaces et services communs	0,05 Md€
42	Observatoires : Fermeture des observatoires redondants — intégration et rationalisation sous France Stratégie	0,05 Md€

N°	Secteur — Intitulé de la mesure	Montant
43	Presse : Recentrage des aides à la presse sur l'investigation et la presse régionale d'information locale (suppression des subventions à la presse d'opinion)	0,10 Md€
44	AAI : Alignement des grilles de rémunération des Autorités Administratives Indépendantes sur les plafonds de la haute fonction publique	0,05 Md€
45	Immobilier parisien : Résiliation des baux de l'administration dans les arrondissements les plus chers de Paris — relocalisation en périphérie ou en province	0,15 Md€
46	Frais de réception : Fin de la prise en charge publique des frais hors protocole d'État strict (repas, voyages, événements non régaliens)	0,05 Md€
47	Sondages : Interdiction du financement public d'études d'opinion par les ministères en dehors des consultations officielles encadrées	0,05 Md€
48	Zéro Papier : Réduction de 30% du parc d'imprimantes de l'administration centrale — objectif dématérialisation totale à l'horizon An 5	0,10 Md€
49	Santé hospitalière : Centrale d'achat hospitalière nationale unique — mise en concurrence européenne systématique pour les consommables et équipements standardisés	0,40 Md€
50	Élus : Suppression des régimes de retraite complémentaires spécifiques aux élus locaux et parlementaires — alignement sur le droit commun	0,05 Md€
51	CESE : Réduction de 30% de l'enveloppe allouée au Conseil Économique, Social et Environnemental — recentrage sur ses missions consultatives essentielles	0,05 Md€
52	Culture : Fin des subventions automatiques pour les associations culturelles ne justifiant pas d'audience certifiée ni de projet de territoire validé	0,15 Md€
53	Guichets : Digitalisation complète de la délivrance des titres sécurisés (CNI, passeport) avec réduction proportionnelle des effectifs de guichet physique	0,10 Md€
54	Fonds discrétionnaires : Suppression de l'équivalent des "réserves ministérielles" d'intervention non budgétées et non tracées	0,10 Md€
55	Achats d'énergie : Contrat unique national négocié pour l'ensemble des bâtiments de l'État — économies de volume et renégociation groupée	0,30 Md€
56	Rayonnement économique : Fusion des opérateurs de l'État à l'étranger (Atout France, Business France, CCI France International) sous une entité unique	0,10 Md€
57	Agences de l'eau : Réduction de 15% des dotations de fonctionnement interne — hors investissements sur la réparation des réseaux d'eau	0,10 Md€
58	CPF : Fin du financement des formations "de loisir" ou sans débouché professionnel documenté — recentrage sur les métiers en tension et les reconversions vers secteurs stratégiques	0,40 Md€

N°	Secteur — Intitulé de la mesure	Montant
59	PPP : Audit systématique et renégociation de tous les Partenariats Public-Privé déséquilibrés — recours à la résiliation si clauses léonines avérées	0,15 Md€
60	Sécurité Sociale : Objectif annuel de réduction de 2% sur les frais de fonctionnement interne des caisses (URSSAF, CAF, CPAM) via la digitalisation et la mutualisation	0,10 Md€
61	Audiovisuel extérieur : Mutualisation des moyens techniques et logistiques de France 24 et RFI — maintien de l'indépendance éditoriale des deux rédactions	0,05 Md€
62	SNU actuel : Réorientation du budget de l'actuel Service National Universel (dispositif volontaire) vers l'apprentissage et les filières d'excellence professionnelle — en attendant le SNO obligatoire	0,05 Md€
63	Hauts fonctionnaires : Règle "Up or Out" — fin du maintien de traitement pour les préfets et hauts fonctionnaires sans affectation depuis plus de 6 mois consécutifs	0,05 Md€
TOTAL DOMAINE VI — 25 MESURES		3,00 Md€

Récapitulatif Général — Les 63 Mesures

Domaine	Mesures	Économies brutes	% total
D1 — État et Administration	13	24,0 Md€	34,3%
D2 — Souveraineté et Immigration	5	11,0 Md€	15,7%
D3 — Social et Retraites	7	12,0 Md€	17,1%
D4 — Écologie et Énergie	9	10,0 Md€	14,3%
D5 — Économique et Financier	4	10,0 Md€	14,3%
D6 — Rationalisation Sectorielle	25	3,0 Md€	4,3%
TOTAL DES 63 MESURES	63	70,0 Md€	100%

Solde net : Après réinvestissements stratégiques documentés dans l'Annexe Budgétaire (excellence publique +7 Md€, pacte locatif +4 Md€, renforts régaliens justice/sécurité +6 Md€, éducation +7 Md€), l'amélioration nette du solde est de **44 Md€ à maturité (An 10)**. Toutes les sources et benchmarks sont référencés dans l'**Annexe B**.

